

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

2705 Merci.

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

2710 Merci, vous aviez... vous n'avez pas juste réitéré, mais vous avez illustré de façon éloquente des conditions de vie qui sont difficiles. Alors, merci pour votre témoignage.

Mme ROSE NGO NDJEL :

 Merci beaucoup et je vous remercie de m'avoir écoutée.

2715 **Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :**

 Je vous en prie.

2720 Je vais appeler maintenant monsieur Pierre Barrette de Concert'Action Lachine, s'il vous plaît.

M. PIERRE BARRETTE :

2725 Bonsoir.

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

 Bonsoir.

2730 **M. PIERRE BARRETTE :**

 Alors, je suis avec un de mes collègues de Lachine. Alors, merci de nous accueillir aussi.

2735 Alors donc, mon nom est Pierre Barrette, je suis directeur de la Table de développement social de Lachine qui s'appelle Concert'Action, Lachine qui regroupe une trentaine de membres là-bas et notamment, aussi, une table de réflexion en actions interculturelles à Lachine qui, évidemment, se préoccupe davantage de la situation des personnes immigrantes.

2740 Je vais commencer donc par vous donner un petit peu un contexte en termes de nombre d'immigrants qu'on retrouve sur notre territoire avant d'aborder les enjeux particuliers qu'on a.

2745 Alors, ce qu'il faut savoir c'est qu'avec... 2016, Statistiques Canada, à Lachine, on avait 9 580 immigrants en 2016. C'était 23 % de la population totale de l'arrondissement de Lachine, qui est environ de 45 000 personnes à Lachine. Si on compare à Montréal, Montréal à cette époque-là, c'était 34 % qui étaient là. 42 % de la population de Lachine est quand même issue de l'immigration, contrairement à 59 % à Montréal, toujours dans de Statistiques Canada de 2016.

2750 Cependant, je voudrais attirer votre attention sur le fait qu'entre 2006 et 2016, le nombre d'immigrants pour ce petit territoire, cette population a augmenté de 45,2 %. Alors donc, on s'est retrouvé dans très, très peu de temps à passer quasiment d'une banlieue isolée à, tout à coup, un apport important de personnes immigrantes qui s'y sont retrouvées.

2755 Et ça ne s'est pas terminé comme ça, parce que vous savez, 2017, 2018, vous savez qu'il y a eu tous ces réfugiés qui sont arrivés des États-Unis et un grand nombre d'entre eux sont venus s'installer à Lachine.

2760 Donc, juste pour... Puis là-dessus c'est sûr que là, on n'a pas de statistiques précises. La seule chose qui nous permet d'évaluer à peu près le nombre de personnes qui sont arrivées puis qui sont à titre de demandeurs d'asile, c'est des Nigériens pour la grande majorité de ces personnes-là. Ces personnes-là parlent en anglais aussi. Mais ça va vous donner une image : à Lachine, en 2015-2016, il y avait quatre classes d'accueil. Vous savez, les classes d'accueil dans les écoles primaires et secondaires pour la francisation des enfants.

2765 En 2018-19, on est passé de quatre classes à 21 classes d'accueil. Alors, c'est quasiment l'équivalent d'une nouvelle école complète d'enfants qui arrivait. C'est les seuls chiffres qui nous permettent... t'sais, d'avoir des chiffres plus précis en termes de nombre. Après ça, on peut imaginer tous les enfants, tous les petits qui ne vont pas à l'école, ceux qui sont... les plus vieux qui ne sont pas à l'école.

2770 Alors, on a eu tout à coup un apport important et très, très grand de personnes qui sont arrivées comme demandeurs de statut de réfugié, ce qui a créé sur notre situation là-bas une pression incroyable, notamment sur les organismes communautaires du quartier.

2775 Donc, des gens, comme le disait la dame de tout à l'heure, qui ne parlent pas le français, qui parlent anglais, à tout le moins, mais beaucoup de ces femmes-là sont peu ou très peu scolarisées. Beaucoup de femmes isolées. Le contexte est incroyable par rapport à ça et on fait beaucoup de travail, on a eu à faire beaucoup de travail pour pouvoir offrir à ces personnes-là un accueil digne, le plus digne possible.

2780 Alors ça, ça vous situe par rapport à notre réalité immigrante à Lachine. Je vais laisser donc la parole à Martin, qui est du Centre social d'aide aux immigrants. Je voudrais souligner que le Centre social d'aide aux immigrants est un organisme régional, c'est-à-dire pour l'île de Montréal, et qu'à Lachine, avant l'arrivée, en 2017-18, du Centre social d'aide aux immigrants, on n'avait aucun service, c'est-à-dire dédié aux personnes immigrantes. C'était l'ensemble des organismes du quartier qui l'offraient. Voyez-vous?

2785 Alors, voilà. Maintenant, je vais passer la parole à Martin pour les enjeux que vivent notre...

2790

M. MARTIN SAVARD :

2795 Alors, bonjour. Donc, vous ne serez pas surpris que les enjeux dont je vais vous parler sont vraiment teintés de la réalité des demandeurs d'asile. Donc... et un des enjeux majeurs, c'est la question du logement, notamment la salubrité des logements.

2800 En raison de leur grande vulnérabilité et des pratiques discriminatoires de certains propriétaires, les personnes immigrantes nouvellement arrivées, et donc particulièrement les demandeurs d'asile, vont se retrouver dans certains secteurs de Lachine, Duff-Court, par exemple, Ivan-Franko, Saint-Pierre, on les connaît bien. Certains vont parler : « Ah, tiens, c'est du communautarisme. » : non, c'est les seuls propriétaires qui vont accepter d'héberger ces gens-là et c'est dans des conditions assez difficiles.

2805 Vous imaginez, on rencontre souvent des gens qui ont marché, qui ont tout laissé derrière eux, ils ont marché pendant trois mois, ils traversent la frontière, ils arrivent au centre d'hébergement et à partir du moment où ils ont leur premier chèque d'aide sociale, on leur demande de trouver un logement dans une semaine ; peut-être qu'on va faire quelques extensions. Et là, on n'a pas d'historique de crédit, on n'a pas de références de propriétaires, personne pour se porter garant. Vous imaginez la pression? Donc, on va accepter n'importe quel logement.

2810 Et pour eux, c'est difficile parfois de faire valoir leurs droits. Parfois, par la méconnaissance de leurs droits, mais aussi par la peur, parce qu'on n'ose pas dénoncer son propriétaire, parce qu'on sait qu'il faut avoir des bonnes références de son ancien propriétaire, on nous a dit ça quand on cherchait un logement. Donc, on veut avoir de bonnes références de son propriétaire actuel même s'il nous fait vivre dans un logement insalubre.

2820 Donc, c'est pour ça qu'on... Et on salue que la Ville ait engagé plus d'inspecteurs en salubrité. Mais ce serait bien qu'il soit possible aussi que ces inspecteurs-là ne réagissent pas seulement sur les plaintes, mais puissent faire encore plus – je sais qu'ils le font parfois –, mais plus de visites systématiques dans les coins où on sait qu'il y a des problèmes. Parce qu'il y a beaucoup de demandeurs d'asile qui n'oseront pas se plaindre.

2825 Il faut aussi continuer en collaboration avec des organismes de mieux sensibiliser les demandeurs d'asile, les locataires à leurs droits et sensibiliser les propriétaires à leurs obligations. Et aussi, évidemment, lutter contre les pratiques discriminatoires qu'on voit de plus

en plus ouvertement, même parfois dans les annonces sur internet. On ne se gêne plus pour avoir des critères discriminatoires.

2830 Mais de façon plus générale, ça laisse aussi voir le problème du manque de logements abordables et salubres. Et dans ce contexte-là, l'accès à davantage de logements sociaux, je suis sûr qu'on vous l'a dit bien des fois, mais on va le répéter encore une fois : c'est très important.

2835 Et bon, c'est sûr que les demandeurs d'asile n'ont pas accès aux HLM, mais ils ont accès aux coopératives. D'ailleurs, je salue... je sais que la FECHIMM est ici et va vous parler un peu du projet qui... avec lequel le CSAI est heureux de collaborer. Ça, c'est un bon pas aussi dans la bonne direction pour sensibiliser les intervenants, les comités de sélection des coopératives, mais il faut continuer à aller dans cette voie-là.

2840 Et on soutient évidemment la Ville pour qu'elle aille de l'avant avec son règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social abordable et familial. c'est très important qu'il y ait davantage de logements abordables.

2845 Un autre enjeu qu'on a, c'est l'accès aux services sportifs et de loisirs. Donc, on reconnaît quelque chose de très bien, c'est la politique d'accès aux services municipaux sans peur, c'est quelque chose qui est très bien, mais compte tenu de l'importance de favoriser encore plus l'accès à ces activités-là pour favoriser l'intégration et le vivre ensemble, on doit vraiment s'assurer que ce soit connu et que les activités soient accessibles.

2850 Il y a le programme Accès-Loisirs, aussi, qui permet aux personnes à faible revenu d'accéder à certaines activités de loisirs, mais on sait que les places sont très limitées. Dans un monde idéal, il y aurait encore plus de places.

2855 Puis il faudrait aussi diffuser aussi plus largement l'existence d'activités culturelles dans les arrondissements. Encore une fois, la langue peut être un obstacle quand on vient d'arriver, donc faisons de la publicité dans d'autres langues pour attirer les gens, travaillons encore une

2860

fois avec les organismes communautaires qui reçoivent beaucoup de personnes immigrantes pour faire connaître ces activités-là. Parce que c'est des outils très, très importants pour faciliter l'intégration.

2865

Une autre chose, c'est évidemment l'accès à l'emploi. On sait que la Ville s'est dotée d'un plan d'action pour la diversité en emploi, c'est très bien, mais par curiosité, tout à l'heure, je suis allé voir et consulté quelques offres d'emploi et je suis allé voir un poste de col bleu, et on demandait un diplôme d'études professionnelles par une institution reconnue par le ministère de l'Éducation. Point. On ne parlait pas d'équivalences possibles, et tout.

2870

Et on sait que c'est très compliqué, mais si on pouvait imaginer des procédures un petit peu plus souples ? Est-ce qu'il est possible de faire des stages d'évaluation pour évaluer les compétences? On sait que des demandeurs d'asile n'ont pas toujours les documents, ils les ont perdus; est-ce qu'on ne peut pas faire des procédures spéciales?

2875

On sait que le Code des professions a été modifié récemment pour autoriser les ordres professionnels à pouvoir avoir des procédures alternatives lorsque les gens sont dans l'impossibilité de présenter certains documents. Mais bon, est-ce que ce n'est pas possible à la Ville de faire la même chose?

2880

Un autre enjeu, rapidement, qui a été soulevé beaucoup par les partenaires de Lachine, c'est la question de la mobilité. On parle beaucoup de la pleine participation des personnes immigrantes. Mais pour ça, pour aller dans les activités, pour participer peut-être aux séances du conseil municipal, pour simplement visiter l'arrondissement, ça prend de la mobilité.

2885

Et vous savez, à Lachine, bien, le transport en commun, c'est un enjeu assez important, à la fois entre l'arrondissement et le centre-ville, mais surtout à l'intérieur même de l'arrondissement. Donc, ce serait très intéressant, et le prix aussi, la question de la tarification sociale du transport en commun, c'est quelque chose de très important pour des personnes immigrantes à faible revenu et, encore, les demandeurs d'asile. 6,50, ça peut être un très gros

montant. Et c'est d'ailleurs pour ça que le CSAI, on a trouvé important de se déplacer le plus souvent possible à Lachine pour offrir des services directement aux personnes immigrantes.

2890

Et une dernière petite chose, même si je sais que ce n'est pas dans les compétences de la Ville, je crois que la Ville a sûrement un pouvoir d'influence très important : c'est la question de l'accès aux services de garde non subventionnés. Ça peut retarder beaucoup l'intégration des personnes... des demandeurs d'asile, le fait de ne pas avoir accès à ces garderies-là, et on sait que la majorité des demandeurs d'asile vont voir leur demande acceptée, ils vont s'établir, ils vont devenir des citoyens, mais en n'ayant pas accès aux haltes-garderies, c'est un obstacle majeur à leur intégration. On retarde beaucoup ce processus.

2895

Donc, j'ai essayé de faire rapidement un tour des enjeux majeurs qu'on a retenus pour l'arrondissement de Lachine.

2900

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

C'est terminé?

2905

M. PIERRE BARRETTE :

Oui.

2910

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

Vous ne vouliez pas rajouter quelque chose, monsieur Barrette? Non?

2915

M. PIERRE BARRETTE :

Non, ça va.

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

2920 Costaud, quand même, hein ? Merci beaucoup à tous les deux. C'est toujours fascinant de voir comment un arrondissement peut changer, un, de citoyens, la mixité à l'intérieur d'un arrondissement peut basculer assez rapidement, parce que ça reste, j'imagine, aussi, un arrondissement accessible avec des groupes communautaires investis. C'est incroyable en quelques...

2925

M. PIERRE BARRETTE :

2930

Ce que j'ajouterais à ce que vous dites, ce qui est encore, j'oserais dire, extraordinaire, c'est qu'on peut profiter – je vais dire ça de l'expérience d'autres arrondissements – et on peut éviter encore.

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

2935

Bien sûr. Ça, c'est bien.

M. PIERRE BARRETTE :

2940

C'est vrai que ça s'est fait extrêmement rapide, on s'est retrouvé dans une situation, d'une pression, comme je nommais, tout à l'heure.

2945

Cependant, tout ce que mon collègue a énoncé, c'est que ce sont des éléments qui peuvent vraiment nous aider puis aider le milieu à faire en sorte qu'on n'arrive pas justement dans des situations, justement, de stigmatisation énorme et complexe.

Alors, on est en amont un peu, je le vois plutôt comme ça actuellement, chez nous. Cela dit il a fallu se revirer très, très rapidement dans les deux dernières années pour être en mesure de permettre... À titre d'exemple, une mère qui est arrivée dans un organisme communautaire puis qui n'avait pas de place pour mettre son bébé et on lui dit : « Mais prenez un tiroir de commode, là, t'sais, puis une couverture. » Elle dit : « Je n'ai pas de commode, madame. »

2950

Alors, voyez-vous, on peut réagir, mais ces besoins-là qu'on vous a exprimés, c'est énorme. Juste l'école : on n'avait pas de place pour mettre les enfants, il n'y avait pas d'enseignants pour venir donner les cours dans les classes. Il manquait d'espace. Alors, il y a eu des enfants qui ont été laissés pour compte pendant des mois parce qu'on n'avait pas de place.

2955

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

Et vous avez réussi à bâtir...

2960

M. PIERRE BARRETTE :

Et l'arrondissement n'acceptait pas de permettre qu'on installe des roulottes... t'sais, il y a des roulottes pour les écoles.

2965

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

Oui.

2970

M. PIERRE BARRETTE :

C'est interdit.

2975

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

Incroyable. Oui, Jean-François.

2980

M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, commissaire :

Deux questions. Salubrité. Pendant que vous parliez, je suis allé pitonner, évidemment, c'est la magie d'internet, on trouve toute sorte d'information intéressante.

M. PIERRE BARRETTE :

2985

C'est merveilleux. C'est merveilleux.

M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, commissaire :

2990

Et bon, j'y apprenais, je l'ignorais, que depuis 2018, il y a un plan d'action pour des conditions de logement décentes. Donc, c'est un plan de lutte en matière de salubrité. On y lit, par exemple : « *Optimiser l'identification des problématiques de salubrité par le développement de partenariats avec des organismes et groupes communautaires.* » Donc, c'est vous.

2995

Alors, depuis 2018, je présume qu'il y a une action conjointe qui se fait là-dedans entre votre organisme et l'arrondissement ; est-ce que ça fonctionne? Est-ce que ça roule? Parce que la problématique de la salubrité, on est en 2019, bientôt 2020, puis on en parle encore. Alors, c'est ma première question.

3000

M. PIERRE BARRETTE :

Bien, ce que... Oui.

M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, commissaire :

3005

Ma deuxième, je la pose tout de suite.

M. PIERRE BARRETTE :

3010

Allez-y, allez-y.

3015 **M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, commissaire :**

Bon. En deux ans, vous avez dû faire preuve d'adaptabilité devant une situation sociodémographique changeante pour vous, les organismes communautaires; qu'est-ce que vous avez observé au niveau de l'arrondissement Lachine qui, lui aussi, a été aux prises avec ce changement-là? Quelles sont vos observations en cette matière?

3020

M. PIERRE BARRETTE :

J'y vais, Martin?

3025

M. MARTIN SAVARD :

Oui, vas-y.

3030 **M. PIERRE BARRETTE :**

Bon, si je vais avec votre première question, à Lachine-Lasalle, donc c'est grand comme territoire puis c'est énorme, le nombre de logements qu'on a là : on a organisme qui s'appelle le Comité logement qui ne recevait même pas de subvention pour soutenir son organisme. Donc, il fonctionnait par des projets. Donc, de l'argent qu'il avait par des projets, mais imaginez ce que ça peut vouloir dire.

3035

Donc, il était très important de travailler avec l'arrondissement pour permettre, justement, d'abord, de mieux se documenter sur la question de la salubrité. Or, on n'a même pas encore cette poignée-là, actuellement, ça fait qu'on a encore énormément de travail à faire de ce point de vue là.

3040

3045 Martin l'a souligné : les inspecteurs... les inspections de l'arrondissement sont très importantes, ou de la Ville, là. Pour aller... il ne faut pas attendre que les gens le demandent, que les locataires le demandent. Donc, il y a vraiment ... il faut agir de ce point de vue là rapidement.

Et d'autre part, c'est que... On a travaillé aussi avec le SPVM par rapport à ça, puis le SPVM nous disait : « Soyez très prudents, ce n'est pas n'importe qui qui peut aller frapper aux portes des logements comme ça pour mille et une raisons. » On doit être vigilant dans tout ça.

3050 Alors, ça fait... juste pour vous situer un petit peu de l'exigence énorme et de la pression énorme. Un organisme communautaire qui est là pour le droit des locataires. Il est même... sa mission profonde, ce n'est même pas la salubrité des logements, mais il est élargi. Il n'a pas été... il a été soutenu, cette année, par le SAKE [phon.]. C'est la première année.

3055 Deuxième question, comment on a pu voir l'arrondissement : on peut dire que l'arrondissement a été très présent avec nous. C'est vraiment la table de quartier qui a mobilisé à travers cette Table de réflexion en actions interculturelles de Lachine. On a récupéré tous les acteurs là et on doit avouer que l'arrondissement était vraiment présent avec nous pour assurer de trouver des solutions.

3060 On a permis à... on a ouvert, avec la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, aussi, que les organismes puissent aller dans les écoles le plus possible pour rencontrer les familles, pour pouvoir présenter les services du... puis aller à la rencontre du milieu. Ça, ça a été très, très, très important. L'arrondissement nous a soutenus pour qu'on puisse aussi faire ça dans différents lieux.

3070 Il y a, à Lachine, une fois par année, c'est loin d'être suffisant, une soirée de bienvenue aux nouveaux résidents, qui permet à tous les organismes du quartier, encore une fois, de rencontrer. Donc, oui, on a une très bonne collaboration de ce point de vue là. Il nous en faudrait beaucoup plus, mais je pense que les urgences ont été nommées en termes de... Déjà, s'il y avait toute la question de l'inspection, ça serait un pas majeur d'avoir du soutien à cet égard-là. Ça serait absolument extraordinaire.

Il y a-tu autre chose que tu voudrais rajouter, toi, Martin?

3075

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

Moi, je rajouterais une chose sur l'inspection. J'ai lu quelque chose, ce n'est pas parfaitement clair dans ma tête, mais il me semble que c'est à la Ville de Paris qui est aux prises aussi avec des propriétaires vraiment...

3080

M. PIERRE BARRETTE :

Sans scrupule. On peut aller jusque...

3085

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

Sans scrupule, disons ça, et qui ont décidé de sévir d'une façon assez spectaculaire après des inspections qui prouvaient que ce propriétaire avait été identifié à plusieurs reprises pour ne pas faire ce que les inspecteurs avaient demandé. Ils interdisaient la location.

3090

M. PIERRE BARRETTE :

Ah, oui, oui, oui.

3095

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

Et...

3100

M. PIERRE BARRETTE :

Mais là, le besoin en logement reste grand.

3105 **Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :**

Je sais bien.

M. PIERRE BARRETTE :

3110 On est pris dans une espèce de cercle vicieux par rapport à ça.

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

C'est ça.

3115

M. PIERRE BARRETTE :

3120 Donc, il faut vraiment mettre vraiment une pression sur les propriétaires d'une manière bien particulière, puis ça, je pense qu'on a un rôle à jouer énormément entre l'arrondissement, la Ville et le milieu communautaire, qui connaît les gens, qui connaît la population locataire. On a des organismes qui sont au cœur de ces secteurs très défavorisés.

Vous connaissez Saint-Pierre, hein ? T'sais, l'échangeur Saint-Pierre ?

3125 **Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :**

Oui, oui, oui.

M. PIERRE BARRETTE :

3130

C'est incroyable, cet espace.

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

3135

Ah, c'est incroyable.

M. PIERRE BARRETTE :

3140

Puis là, il y a de plus en plus d'immigrants qui vont s'installer là...

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

3145

C'est sûr.

M. PIERRE BARRETTE :

3150

... parce que les loyers sont moins chers, notamment. Mais il y a d'autres... mais il faut soutenir ce milieu-là pour s'assurer que ces gens-là vont avoir... la dame qui parlait tout à l'heure, c'était... l'information, ça, c'est fondamental, mais non seulement l'information ; l'accompagnement...

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

3155

C'est sûr.

M. PIERRE BARRETTE :

3160

... parce qu'ils ont peur.

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

3165

Bien sûr.

M. PIERRE BARRETTE :

3170 Ils ont peur de dénoncer, aussi même à nous, aux organismes. T'sais, quand tu arrives d'un nouveau pays, que tu as dépassé une frontière avec des doigts gelés puis des enfants, puis tout ça, ils sont dans la crainte. Il faut développer tout un lien de confiance avec ces gens-là. C'est un processus qui est long. Mais si d'ores et déjà, les propriétaires n'abusaient pas comme ils le font, puis on sait qu'ils le font, hein? Alors... Voilà.

3175 Est-ce que je réponds à vos questions, monsieur Thuot?

M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, commissaire :

Oui.Merci.

3180 **Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :**

Est-ce que vous... madame Alcindor.

3185 **Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :**

Oui, vous avez bien décrit l'urgence en deux ans à laquelle vous avez fait face, et de bonne façon, et vous nous avez également dit que l'arrondissement était présent.

Maintenant, c'était une étape criante...

3190 **M. PIERRE BARRETTE :**

Oui.

3195 **Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :**

... mais il y en a une autre : c'est le processus qu'on appelle, en immigration, d'impatriation en quelque part, c'est-à-dire se développer des nouvelles racines d'un nouveau milieu.

3200

M. PIERRE BARRETTE :

Voilà.

3205

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

Et j'aimerais savoir : est-ce que vous voyez déjà quel rôle, quelles seraient vos attentes vis-à-vis l'arrondissement ? Je parle de l'arrondissement, de la ville-centre aussi, puisque notre consultation vise à outiller la Ville.

3210

M. PIERRE BARRETTE :

Oui. À titre d'exemple, on a réussi à obtenir du Binam un montant d'argent qui nous a permis de travailler, j'entendais la dame tout à l'heure, avec les femmes isolées. Alors... Et je pense qu'il faut... Bon, on a parlé de l'insalubrité, mais si vous parlez du phénomène de... comment vous avez appelé ça?

3215

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

3220

L'impatriation.

M. PIERRE BARRETTE :

L'impatriation.

3225

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

Par rapport à l'expatriation, l'impatriation.

3230

M. PIERRE BARRETTE :

Ah oui, l'impatriation, tout ça.

3235

Donc, je pense qu'il faut beaucoup, beaucoup miser à la fois sur l'urgence quand je parle de salubrité des logements, quand je parle de sécurité alimentaire, quand on a parlé de transports.

3240

Vous savez, à Lachine, on est dans des déserts alimentaires.

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

Oui.

3245

M. PIERRE BARRETTE :

Il n'y a pas d'épicerie. Alors, imaginez la femme monoparentale... En tout cas, t'sais, c'est une autre problématique, ça.

3250

Ce que j'ai envie de vous dire, c'est comment, avec l'arrondissement, si on peut faciliter, mettre de la pression, notamment sur la STM pour faciliter l'amélioration, la fréquence des trajets à l'interne pour que les enfants... bon, tout ça.

3255

Il faut qu'on puisse... L'information, on l'a nommé tout à l'heure, l'information, l'information, ça fait que le lien avec le milieu communautaire, constamment, qui sont en contact avec ces gens-là, je pense qu'il faut... j'insiste encore sur la question des logements, je m'excuse, je le dis souvent, mais là, vous avez... la Ville, à mon avis et moi, je vous dirais, le

3260 Binam pour tout ce qui est développement social, et ce mot que vous avez dit – je vais le rentrer – « impatriation ».

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

3265 Vous avez juste à penser...

M. PIERRE BARRETTE :

3270 Impatriation, c'est ça?

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

Oui, c'est impatriation. En fait, c'est un mot qui n'est pas très connu.

3275 **M. PIERRE BARRETTE :**

Non, c'est la première fois que je l'entends.

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

3280 C'est par rapport... Oui, c'est-à-dire c'est l'expatriation, alors...

M. PIERRE BARRETTE :

3285 Oui, oui. Heureusement que vous l'avez dit, celui-là, parce que ça me permet... Alors, l'impatriation.

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

3290 Oui, c'est l'expatriation. L'impatriation, c'est le processus d'immigration lent, là, où on se...

M. PIERRE BARRETTE :

3295

Et c'est là que je pense que le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal peut avoir un rôle de soutien qui est très important, en termes non seulement... Là on a eu cette travailleuse de rue ou cette intervenante-là, qui est en lien avec des femmes isolées : c'est exceptionnel ce qu'elle fait actuellement dans notre quartier. On avait misé pour deux ans qu'elle
3300 puisse travailler avec une soixantaine de femmes. En trois, quatre mois, elle avait dépassé les 60 femmes. Donc, les femmes veulent, là, t'sais.

Alors donc, il faut travailler le développement social par, je dirais, les aspects plus du Binam, développer de la formation auprès des intervenants sur c'est quoi qu'ils pourraient...
3305 quels sont les gestes qui sont discriminatoires, quelles sont les paroles discriminatoires, qu'est-ce qu'on entend se donner, un vocabulaire de plus en plus... vous m'avez dit un nouveau beau mot, là, mais comment... le vocabulaire, et ensuite, tout le travail du lien entre la population...

T'sais, Lachine vit un choc. Les Lachinois de plusieurs générations qui sont là, c'est un
3310 village, Lachine. Saint-Pierre, là, le quartier Saint-Pierre, c'est des villages, ça, au cœur de Montréal.

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

3315 C'est sûr.

M. PIERRE BARRETTE :

Et donc, ils ont des chocs, ces gens-là. Alors, quand je parlais d'être en amont tout à
3320 l'heure, comment on va s'assurer aussi de cette interculturalité qui permet vraiment de s'enrichir.

Il faut mettre en contact les personnes qui arrivent avec la culture. Ils parlaient de ça tout à l'heure. Il faut que les gens qui arrivent se mettent à aimer la culture...

3325 **Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :**

Bien sûr.

3330 **M. PIERRE BARRETTE :**

... dans laquelle ils arrivent.

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

3335 Ça fait partie de l'impatriation.

M. PIERRE BARRETTE :

3340 C'est de l'impatriation. Bon, bien, c'est pas pire. Au moins, je suis bon dans ma... Oui, Martin.

M. MARTIN SAVARD :

3345 Et à cet égard-là, on peut souligner aussi le programme Montréal interculturel, qui nous a permis de mettre en place les rencontres interculturelles de Lachine, qui visent exactement cet objectif-là et ça, on en veut encore plus.

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

3350 Est-ce qu'il y avait autre chose?

Mme JUDY GOLD, commissaire :

3355 Oui, moi j'avais une toute petite question. D'abord, est-ce que le Centre social d'aide aux immigrants a un bureau à Lachine?

M. MARTIN SAVARD :

Oui.

3360 **Mme JUDY GOLD, commissaire :**

Vous êtes là à temps plein?

M. MARTIN SAVARD :

3365

Oui, oui. On a ouvert un nouveau bureau, d'ailleurs, au mois d'août, et là, pour l'instant on est à trois jours par semaine, mais là, on souhaite être là quatre jours par semaine parce qu'évidemment, les besoins sont énormes et...

3370 **Mme JUDY GOLD, commissaire :**

Ils sont énormes, oui.

M. MARTIN SAVARD :

3375

Et même s'il y en a qui vont dire : « Ah, ce n'est pas grave, les gens ont juste à prendre l'autobus pour aller dans un autre organisme. » Pour certaines personnes, ce n'est tout simplement pas possible. Alors, on a un tout petit bureau pour l'instant, mais on espère développer les services.

3380

M. PIERRE BARRETTE :

Et il y a toujours du monde dans son bureau.

3385

Mme JUDY GOLD, commissaire :

Oui, je comprends. Vous avez parlé qu'il y avait des difficultés d'accès aux services de sports et loisirs à cause d'un manque d'information, je pense, vous avez dit?

3390

M. MARTIN SAVARD :

Oui.

3395

Mme JUDY GOLD, commissaire :

Et aussi à cause des tarifs trop dispendieux?

3400

M. MARTIN SAVARD :

Oui, pour certaines...

3405

M. PIERRE BARRETTE :

La mobilité.

M. MARTIN SAVARD :

3410

La mobilité, exactement.

Mme JUDY GOLD, commissaire :

Pour certaines activités fournies par l'arrondissement?

3415

M. PIERRE BARRETTE :

3420

Oui.

M. MARTIN SAVARD :

C'est ça. Exactement.

3425

Mme JUDY GOLD, commissaire :

Et les tarifs sont trop dispendieux?

3430

M. MARTIN SAVARD :

Voilà, il y a quand même le programme Accès-Loisirs, qui est excellent, mais évidemment, les places sont limitées. Et...

3435

M. PIERRE BARRETTE :

Accès-Loisirs, là, c'est quand il reste... admettons qu'il y a un atelier d'offert : s'il reste trois places, on va les offrir aux personnes plus démunies.

3440

Mme JUDY GOLD, commissaire :

Oui, d'accord.

M. PIERRE BARRETTE :

3445

Alors, ils ont... C'est plate, là, je veux dire, on peut-tu... Bien, voilà.

Mme JUDY GOLD, commissaire :

3450

Non, je comprends. Je comprends. Et c'est ça : et sur le manque d'information, qu'est-ce qui peut être fait? Avez-vous une suggestion? Qu'est-ce que l'arrondissement peut faire pour améliorer les difficultés?

3455

M. MARTIN SAVARD :

3460

Bien, déjà fournir l'information dans d'autres langues, si on vise l'intégration des personnes nouvellement arrivées, et travailler avec les organismes qui reçoivent beaucoup de personnes immigrantes, faire... il y en a déjà, des liens, mais en faire encore plus et miser là-dessus pour recruter des personnes immigrantes pour qu'elles participent aux nombreuses activités qu'il y a à Lachine.

Mme JUDY GOLD, commissaire :

3465

Merci.

M. MARTIN SAVARD :

3470

Merci beaucoup.

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

3475

Juste une question rapide : vous parliez tantôt du Binam, mais vous savez, à la Ville de Montréal il y a un service de diversité sociale qui existe. Est-ce que vous avez pris contact avec eux?

M. PIERRE BARRETTE :

On travaille toujours avec eux. Quand je disais tout à l'heure...

3480 **M. HABIB EL-HAGE, commissaire :**

Bon, très bien.

M. PIERRE BARRETTE :

3485

... qu'on parlait travailler avec l'arrondissement, c'est particulièrement le Service de diversité sociale. Et ce qui est intéressant, vous savez, on est en train de faire plan de... l'arrondissement fait son plan de développement social à Lachine actuellement, et ce qui est intéressant, c'est qu'ils ont fait un coup majeur : ils ont intégré tous les autres services, l'urbanisme, les travaux publics, et tout ça.

3490

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

C'est bon.

3495

M. PIERRE BARRETTE :

Donc, on a pu parler, de ces phénomènes-là, nous, le milieu communautaire, qui sommes en lien direct avec ces gens-là, de tous les phénomènes. Et là, les gens, ça les a éveillés. Ça peut être une pratique à mettre en place dans différents endroits. Le développement social touche autant les travaux publics, l'urbanisme que la diversité sociale.

3500

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

Une petite remarque de conclusion, monsieur Thuot.

3505

M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, commissaire :

3510 Les gens de la Commission des droits de la personne qui sont passés en début de soirée, dans leur mémoire, ils insistaient sur l'embauche, le système d'embauche à la Ville de Montréal. Ils évoquaient notamment la question des reconnaissances des compétences professionnelles. Votre exemple du col bleu est une illustration parfaite. Pour nous, ça nous permet de faire un lien assez direct de choses qui peuvent être faites.

3515 **M. MARTIN SAVARD :**

Des stages d'évaluation, là, ce n'est pas compliqué, hein? Voilà.

M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, commissaire :

3520 O.K.

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

3525 Merci beaucoup à vous deux. Vraiment. Merci. J'appelle maintenant madame Marie-Pier Kouassi pour Sayaspora.

Et j'en profite pour vous remercier d'avoir donné suite à notre invitation, parce que c'est quand vous aviez posé une question qu'on vous a demandé de revenir.

3530 **Mme MARIE-PIER KOUASSI :**

Vous vous souvenez de moi, donc? Excellent.

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

3535 Ça va, mais il faut mettre...